

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

12 octobre 2004

NOTE DE POLITIQUE GÉNÉRALE

**de la secrétaire d'État
à l'Économie sociale (*)**

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

12 oktober 2004

ALGEMENE BELEIDSNOTA

**van de staatssecretaris voor
Sociale Economie (*)**

(*) Conformément à l'article 111 du Règlement de la Chambre des représentants, la secrétaire d'Etat à l'Economie sociale a transmis sa note de politique générale.

Document précédent:

Doc 51 **1371/ (2004/2005)** :
001 : Note de politique générale.

(*) Overeenkomstig artikel 111 van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers heeft de staatssecretaris voor Sociale Economie haar beleidsnota overgezonden.

Voorgaand document:

Doc 51 **1371/ (2004/2005)** :
001 : Algemene beleidsnota.

<i>cdH</i>	: Centre démocrate Humaniste
<i>CD&V</i>	: Christen-Democratisch en Vlaams
<i>ECOLO</i>	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
<i>FN</i>	: Front National
<i>MR</i>	: Mouvement Réformateur
<i>N-VA</i>	: Nieuw - Vlaamse Alliantie
<i>PS</i>	: Parti socialiste
<i>sp.a - spirit</i>	: Socialistische Partij Anders - Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht.
<i>VLAAMS BLOK</i>	: Vlaams Blok
<i>VLD</i>	: Vlaamse Liberalen en Democraten

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 51 0000/000 : Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif

QRVA : Questions et Réponses écrites

CRIV : Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)

CRABV : Compte Rendu Analytique (couverture bleue)

CRIV : Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)
(PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)

PLEN : Séance plénière

COM : Réunion de commission

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

DOC 51 0000/000 : Parlementair document van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer

QRVA : Schriftelijke Vragen en Antwoorden

CRIV : Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)

CRABV : Beknopt Verslag (blauwe kaft)

CRIV : Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
(PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)

PLEN : Plenum

COM : Commissievergadering

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes :
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be
e-mail : publications@laChambre.be

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen :
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : publicaties@deKamer.be

INTRODUCTION

La politique fédérale en matière d'économie sociale est une réalité depuis 5 ans. C'est une histoire riche et diversifiée que traversent plusieurs pistes de politiques diverses. Cette diversité est intimement liée à la particularité de l'économie sociale elle-même, qui est encore trop souvent réduite à une série de mesures en faveur de l'insertion dans le marché du travail de certains groupes de personnes défavorisés. Ne laissons planer aucun doute: l'insertion et l'accession de ces personnes au marché du travail régulier est et demeure une priorité majeure du gouvernement. Cependant, la plus-value sociale offerte par le secteur recouvre une réalité beaucoup plus large: l'économie sociale propose certes des services répondant à des besoins sur le plan social, mais aussi des services dans des domaines auxquels l'économie classique ne répond pas. Il s'agit de services qui répondent à des besoins individuels, mais également collectifs, dans les quartiers et dans les environnements immédiats. L'économie sociale est respectueuse de l'environnement et favorise la réduction du coût de la pollution sur le plan collectif. Elle adopte une perspective internationale dans laquelle les rapports Nord-Sud et le commerce équitable occupent une place centrale et crée un cadre pour une insertion durable des groupes cibles sur le marché du travail, ce qui permet une réduction des dépenses de sécurité sociale. Dans le cadre de l'économie sociale, des aspects tels que le travail sur mesure, le bien-être et la participation au travail, ainsi que la formation et l'attitude face au travail font l'objet d'une attention soutenue, ce qui renforce la motivation des travailleurs et améliore leur qualité de vie générale. Enfin, l'économie sociale est – et ce à coup sûr si l'on prend en compte la plus-value sociale évoquée plus haut – en mesure de présenter des résultats tout à fait probants sur le plan économique. Pour le dire autrement, investir dans l'économie sociale offre un bon «*return*» tant économique que social. C'est pourquoi il faut continuer d'œuvrer à son développement et à sa professionnalisation, ce qu'il est possible de faire sans porter atteinte ni à la particularité du secteur ni à la plus-value qu'il génère, et donc en consolidant son assise sociale. Cette perspective constitue l'axe central de cette note de politique.

Par ailleurs, de plus en plus d'entreprises du segment traditionnel associent les valeurs économiques classiques (ex. la réalisation de bénéfices financiers) à des valeurs fondamentales de l'économie sociale et ce n'est pas un hasard si, dans le cadre de la politique d'économie sociale menée par le gouvernement, la notion d'entreprendre de façon responsable jouit d'une

INLEIDING

Het federale beleid inzake sociale economie bestaat vijf jaar. Het is een rijk en veelkleurig verhaal dat meerdere beleidssporen bewandelt. Die diversiteit hangt nauw samen met de eigenheid van de sociale economie zelf. Te vaak nog wordt de sociale economie verengd tot een beleid gericht op inschakeling van kansengroepen die het moeilijk hebben op de arbeidsmarkt. Laat er geen misverstand over bestaan: inschakeling en doorstroming naar de reguliere arbeidsmarkt is en blijft een topprioriteit van het federaal beleid inzake sociale economie. Maar de maatschappelijke meerwaarde van de sector omvat tegelijk meer dan dat. De sociale economie levert diensten waaraan weliswaar een maatschappelijke nood bestaat, maar die door de reguliere economische sector niet ingevuld worden; diensten die overigens tegemoet komen aan individuele, maar ook aan collectieve noden in wijken en buurten. De sociale economie is een milieuvriendelijke economie, en helpt de maatschappelijke factuur verbonden aan milieuvervuiling te drukken. De sociale economie hanteert een internationaal perspectief, waarin versterkte Noord-Zuid-relaties en eerlijke handel een centrale plek innemen. De sociale economie creëert een kader voor duurzame tewerkstelling van kansengroepen, en drukt dus de kosten binnen onze sociale zekerheid. De sociale economie schenkt aandacht aan arbeid op maat, welzijn op het werk, participatie op de werkvloer, vorming en een versterkte arbeidsattitude; wat leidt tot gemotiveerde werknemers, die versterkt en gezonder door het leven gaan. De sociale economie tenslotte kan – zeker indien ook bovenstaande maatschappelijke meerwaarde in rekening gebracht wordt – economische resultaten voorleggen die mogen gezien worden. Investeren in sociale economie leidt met andere woorden tot zowel een economische als maatschappelijke *return*. Daarom moet de sociale economie zich verder ontwikkelen en professionaliseren. Dat kan zonder te raken aan de eigenheid en meerwaarde van de sector, en zal net leiden tot een breder maatschappelijk draagvlak. Dat is de visie van waaruit deze beleidsnota vertrekt.

Steeds meer bedrijven uit de reguliere economische sector combineren overigens klassieke economische waarden (zoals het streven naar economische winst) met waarden die centraal staan binnen de sociale economie. Niet voor niets vormt ook maatschappelijk verantwoord ondernemen een wezenlijk, steeds belangrijker wordend onderdeel van het federaal beleid inzake

importance réelle et croissante. À la base de la motivation de ces entreprises, on retrouve un sentiment de responsabilité qui s'inscrit dans le champ d'une vision sociale élargie. Mais, de plus en plus, s'impose l'idée qu'entreprendre de façon responsable vis-à-vis de la société et lignes directrices de l'économie classique ne sont pas des notions antagonistes et que, bien au contraire, les entreprises qui jouent résolument la carte de faire face aux besoins et attentes de toutes les parties prenantes (actionnaires, clients, fournisseurs et travailleurs mais aussi associations pro-environnementales et autres associations, pouvoirs publics au niveau local ou supérieur, consommateurs, riverains, etc.) voient leurs efforts en matière sociale récompensés par des résultats économiques excellents à court et – surtout – à long terme. Continuer à explorer, à soutenir et à stimuler ces synergies entre les principes des deux secteurs représente une autre clé de voûte de cette note. Un autre grand pas en avant est le fait que les compétences en matière d'économie sociale et de développement durable relèvent désormais de la compétence d'une seule et même secrétaire d'État.

Les pouvoirs publics fédéraux ne sont pas les seuls concernés: les régions elles aussi investissent dans le développement de l'économie sociale. La conclusion d'un nouvel accord de coopération pour la période 2005-2008 entre le pouvoir fédéral et les Régions flamande, wallonne et bruxelloise, ainsi qu'avec la Communauté germanophone est une priorité pour cet exercice politique. Cet accord offrira un cadre cohérent et clair pour la poursuite du développement de l'économie sociale. Il se fondera par ailleurs sur le principe de cofinancement: les pouvoirs politiques régionaux s'engageront, pour chaque euro perçu de l'autorité fédérale dans le cadre de l'accord de coopération, à réinvestir un montant équivalent dans l'économie sociale, et cela en fonction d'axes et de priorités à définir en commun. En somme, cette ambition est à mettre en rapport avec les accords conclus dans le cadre de la dernière Conférence pour l'Emploi, dans lesquels le pouvoir fédéral et les pouvoirs régionaux se sont engagés à créer 12.000 nouveaux postes de travail dans l'économie sociale pour la période 2003-2007.

La secrétaire d'État à l'Économie sociale souhaite que sa politique dans ce domaine soit marquée du sceau de la participation. L'aspect concertation et consultation (avec d'autres acteurs institutionnels mais aussi avec ceux de l'économie sociale et les autres parties prenantes) représente un axe central de sa politique. Par l'entremise du Comité de concertation (qui fonctionne dans le cadre de l'accord de coopération et

sociale économie. Die bedrijven doen dat vanuit een verantwoordelijkheidsbesef ten aanzien van de ruimere samenleving. Maar steeds meer dringt het besef door dat maatschappelijk verantwoord ondernemen en klassieke economische drijfveren geen tegenpolen zijn, maar dat integendeel bedrijven die actief inspelen op noden en verwachtingen van alle stakeholders (aandeelhouders, klanten, leveranciers en werknemers, maar ook milieu- en andere actiegroeperingen, lokale en hogere overheden, consumenten, buurtbewoners, enz.) die maatschappelijke inspanningen ook vertaald kunnen zien in uitstekende economische resultaten op korte, maar vooral ook op langere termijn. Het verder exploreren, ondersteunen en stimuleren van deze synergieën tussen principes uit de sociale en reguliere economie vormt een andere hoeksteen van deze beleidsnota. Het feit dat de bevoegdheden Sociale Economie en Duurzame Ontwikkeling ressorteren onder één en dezelfde staatssecretaris betekent ook vanuit dat perspectief een grote stap vooruit.

Niet alleen de federale, maar ook de regionale overheden investeren in de ontwikkeling van de sociale economie. Het afsluiten van een nieuw samenwerkingsakkoord (2005-2008) tussen de federale overheid, het Vlaamse, Waalse en Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap vormt een prioriteit voor dit politieke werkjaar. Dit samenwerkingsakkoord zal een stabiel, coherent en afgestemd kader bieden waarbinnen de sociale economie zich verder kan ontwikkelen. Ook het nieuwe samenwerkingsakkoord zal vertrekken vanuit het principe van de cofinanciering: de regionale overheden engageren zich om voor elke euro die zij van de federale overheid ontvangen in het kader van het samenwerkingsakkoord eenzelfde bedrag te investeren in de sociale economie, en dat op basis van samen vast te leggen klemtonen en prioriteiten. Deze ambitie sluit tenslotte ook aan op de akkoorden die werden gesloten in het kader van de laatste Werkgelegenheidsconferentie. Daarin engageerden de federale en regionale overheden zich samen tot de creatie van 12.000 nieuwe banen binnen de sociale economie tijdens de periode 2003-2007.

De staatssecretaris voor Sociale Economie wenst haar beleid terzake op een zo participatief mogelijke manier gestalte te geven. Overleg en consultatie – met andere institutionele actoren, maar ook met mensen uit het werkveld van de sociale economie en andere stakeholders – vormt een centraal aandachtspunt voor de staatssecretaris. Via het overlegcomité – dat functioneert binnen het kader van het samenwerkings-

dans lequel siègent tous les décideurs régionaux et fédéraux impliqués dans l'économie sociale), une concertation structurelle entre les différents acteurs politiques compétents est garantie. Cependant, la nécessité d'un organe de concertation structurel dans le cadre même de l'économie sociale au sein duquel les différents acteurs seraient représentés se fait également ressentir. Dans cette perspective, nous visons à la création d'une plate-forme pour le dialogue et la concertation entre le secteur et les décideurs du pouvoir fédéral. Un tel organe de concertation doit permettre une représentation du secteur et offrir la possibilité d'une concertation régulière et systématique entre les acteurs du secteur et le monde politique au niveau fédéral. Une réflexion est actuellement menée sur la façon dont cette représentation pourrait être organisée de la manière la plus efficace et dans les délais les plus rapides.

LES DÉFIS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

INSERTION SOCIOPROFESSIONNELLE ET EMPLOI

L'économie sociale d'insertion comprend toutes les mesures d'économie sociale visant principalement à la (ré)insertion socioprofessionnelle de certaines catégories de demandeurs d'emploi rencontrant des difficultés à s'intégrer sur le marché du travail. Ces initiatives visent à réaliser cette intégration au travers d'une activité économique. À ces fins, elles peuvent bénéficier des mesures suivantes:

- La subvention majorée de l'État au bénéfice des CPAS pour l'embauche d'ayants droit au revenu d'intégration ou à l'aide sociale, en application de l'article 60, § 7, qui stipule que les personnes peuvent être mises à la disposition d'initiatives d'économie sociale.
- Le programme d'activation (SINE) dans le cadre de la mise en place d'initiatives relevant de l'économie sociale d'insertion.

Article 60, § 7, subvention majorée de l'État

En 2004, le nombre de postes de travail a été porté de façon globale pour tous les contingents de 1.400 à 2.000. Parallèlement, un AM élargissant les catégories d'organisations susceptibles de bénéficier de la subvention de l'État paraîtra bientôt au *Moniteur belge*. Ces deux mesures permettront une amélioration non seu-

akkoord en waarin de verschillende regionale en federale beleidsmakers die bij sociale economie betrokken zijn zitting hebben – is een structureel overleg tussen de verschillende bevoegde politieke actoren gegarandeerd. Er is daarnaast echter ook een onmiskenbare nood aan een structureel overlegorgaan waarin de actoren binnen de sociale economie vertegenwoordigd zijn. Hiermee wordt beoogd een platform te creëren voor dialoog en overleg tussen de sector en de federale besluitnemers. Een dergelijk overlegorgaan moet de sector vertegenwoordigen en de mogelijkheid bieden om met die sector op geregelde tijdstippen te overleggen over de gevoerde politiek op federaal niveau inzake sociale economie. Er wordt onderzocht op welke manier deze vertegenwoordiging zo snel en efficiënt mogelijk kan worden georganiseerd.

UITDAGINGEN VOOR DE SOCIALE ECONOMIE

SOCIO-PROFESSIONELE INSCHAKELING EN TEWERKSTELLING

De sociale inschakelingseconomie omvat alle sociale economie-initiatieven die als belangrijkste doelstelling hebben de socio-professionele (her-)inschakeling van categorieën werkzoekenden die moeilijk integreerbaar zijn op de arbeidsmarkt. Zij proberen die integratie te bewerkstelligen via een economische activiteit. Zij kunnen hiertoe beroep doen op volgende maatregelen:

- De verhoogde staatstoelage aan OCMW's voor de aanwerving van rechthebbenden op een leefloon of op maatschappelijke hulp in toepassing van artikel 60, § 7, waarbij de personen ter beschikking worden gesteld van sociale economie-initiatieven.
- Het activeringsprogramma (SINE) in het kader van de ontwikkeling van initiatieven binnen de sociale inschakelingseconomie.

Artikel 60, § 7, verhoogde staatstoelage

Vanaf 2004 werd de globale ruimte voor alle contingents samen verhoogd van 1.400 tot 2.000 arbeidsplaatsen. Daarnaast zal binnenkort een MB dat de categorieën van organisaties die in aanmerking komen voor verhoogde staatstoelage uitbreidt, in het *Belgisch Staatsblad* verschijnen. Met die beide maatregelen

lement qualitative mais aussi quantitative des possibilités d'embauche pour les groupes cibles. Une circulaire explicative portant sur le nouvel AM est en cours de rédaction et sera bientôt envoyée aux CPAS.

Grâce à une politique de soutien optimale au bénéfice des CPAS et à l'élargissement de la reconnaissance des initiatives d'économie sociale, le contingent de 2.000 postes de travail est en passe d'être complètement atteint. Par ailleurs, une évaluation sera menée sur une base régulière en vue de vérifier si les contingents attribués aux CPAS sont effectivement utilisés. Les postes de travail demeurant vacants seront mis à la disposition d'autres CPAS, afin de parvenir à une optimisation des disponibilités.

SINE

La mesure SINE consiste en une activation permanente du revenu d'intégration ou de l'aide financière accordée dans le cadre de l'embauche liée à certaines initiatives d'économie sociale. En leur temps, les anciens ministres de l'Économie sociale et de l'Emploi avaient déjà pris des initiatives visant à une meilleure harmonisation des mesures SINE et de celles relatives à la subvention majorée de l'État.

La secrétaire d'État souhaite la poursuite de ces efforts pour parvenir à une harmonisation maximale des mesures existantes dans le cadre de l'économie sociale et à un perfectionnement des outils disponibles. Elle souhaite également s'employer à la promotion de ces instruments auprès des acteurs de l'économie sociale ainsi qu'à l'information de ces derniers.

La nouvelle version de la mesure SINE, instituée par l'AR du 16 mai 2003¹ sera évaluée au sein du Comité de concertation dans le courant de l'année 2005 dans l'optique d'une intégration optimale dans la politique de l'emploi des régions.

Entreprises d'insertion – initiatives d'insertion sociale

Il convient de rechercher des solutions aux problèmes posés par le flou juridique lié à la reconnaissance fédérale en tant qu'entreprise d'insertion. Ce flou gé-

¹ Arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I), visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale

worden de mogelijkheden voor tewerkstelling van kansengroepen niet enkel kwantitatief, maar ook kwalitatief vergroot. Een omzendbrief ter verduidelijking van het nieuwe MB is voorbereid en wordt weldra aan de OCMW's toegestuurd.

Mits een optimaal ondersteuningsbeleid naar de OCMW's toe en door de uitbreiding van de erkenning van de sociale economie initiatieven, ligt de volledige invulling van het contingent van 2000 arbeidsplaatsen binnen handbereik. Daarnaast zal op regelmatige basis een evaluatie gebeuren van de effectieve invulling van de aan de OCMW's toegewezen contingenten. De niet-ingevulde plaatsen zullen ter beschikking worden gesteld van andere OCMW's. Op die manier kan de beschikbare ruimte optimaal ingevuld worden.

SINE

De SINE-maatregel voorziet in een permanente activering van het leefloon of de financiële steun in het kader van tewerkstelling binnen bepaalde sociale economie-initiatieven. De vorige ministers van Sociale Economie en van Werk namen in het verleden reeds initiatieven om de maatregelen m.b.t. respectievelijk de verhoogde staatstoelage en SINE beter op elkaar af te stemmen.

Het is de intentie van de staatssecretaris verdere inspanningen in die richting te leveren om te komen tot een optimale afstemming van de bestaande maatregelen binnen de sociale economie en tot een zo goed mogelijke verfijning van het instrumentarium. Daarnaast wenst de staatssecretaris zich ook in te zetten voor de promotie en bekendmaking van deze instrumenten bij de actoren binnen de sociale economie.

De ingevolge het KB van 16 mei 2003¹ vernieuwde SINE-maatregel zal in de loop van 2005 binnen het overlegcomité geëvalueerd worden, met het oog op een optimale integratie in het werkgelegenheidsbeleid van de verschillende regio's.

Inschakelingsbedrijven – sociale inschakelingsinitiatieven

Er dient te worden gezocht naar oplossingen voor problemen die zich stellen ingevolge juridische onduidelijkheden met betrekking tot de erkenning als

¹ KB van 16 mei 2003 houdende uitvoering van hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet van 24 december 2002 gericht op het harmoniseren en vereenvoudigen van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen

nère une insécurité juridique à l'occasion de la mise en oeuvre d'une série d'outils créés à l'intention des entreprises d'insertion. Une clarification des choses s'impose donc et une concertation sera menée avec la ministre de l'Emploi pour parvenir à cette fin.

Par ailleurs, il est également nécessaire d'actualiser et d'adapter à la réalité actuelle de l'économie sociale, la définition de l'économie sociale d'insertion telle qu'elle est donnée par le fédéral (aux termes de l'art. 59 de la loi du 26 mars 1999). Cette actualisation devra se faire en concertation avec la ministre de l'Emploi et avec les ministres régionaux compétents en matière d'Emploi.

Médiateurs de terrain dans le domaine de la pauvreté et de l'exclusion sociale

Les médiateurs de terrain ont été élevés dans la pauvreté et, grâce à l'enseignement et à la formation, ils ont pu élargir le spectre de leur vécu individuel en matière de pauvreté. Grâce à leur vision des choses, à leur expérience et aux nouvelles attitudes, compétences et méthodes qu'ils ont acquises, il est possible de les employer comme interprètes, accompagnateurs, conseillers, médiateurs, etc.

Le 26 mai 2004, la Conférence interministérielle sur l'économie sociale a décidé la création d'un groupe de médiateurs de terrain. Ce groupe, qui est encore à constituer, sera chargé de l'exécution et du suivi concrets du projet «médiateurs de terrain dans l'administration fédérale». Dans les faits, ceci signifie que l'on examinera les possibilités d'embauche de médiateurs de terrain au sein des administrations et entreprises publiques fédérales dans un premier temps, et au sein des autres administrations et du secteur privé pour ceux qui le souhaitent par la suite.

La secrétaire d'État souhaite que ce groupe de médiateurs soit constitué au plus vite pour qu'il puisse s'atteler à ses missions. Par ailleurs, en collaboration avec son collègue de l'Intégration sociale, la secrétaire d'État a l'intention d'interpeller les ministres et secrétaires d'État du gouvernement fédéral sur la question de savoir combien de postes de médiateurs pourront être créés au sein de chaque SPF et SPP en 2005.

Entre-temps, dans le cadre de ce projet, une campagne de recrutement a été lancée par le SPP Intégration sociale auprès de tous les médiateurs de terrains diplômés (une quarantaine). Deux d'entre eux ont déjà

fédéraal inschakelingsbedrijf. Deze onduidelijkheden veroorzaken rechtsonzekerheid bij het gebruik van een aantal instrumenten gecreëerd voor inschakelingsbedrijven, en dienen dan ook te worden uitgeklaard. Er zal overleg worden gepleegd met de minister van Werk om hierin duidelijkheid te scheppen.

Ook de definitie van wat federaal verstaan wordt onder sociale inschakelingseconomie (zoals bepaald in art. 59 van de wet van 26 maart 1999) dient geactualiseerd en aangepast te worden aan de hedendaagse realiteit van de sociale economie. Deze actualisering dient te gebeuren in overleg met de minister van Werk en de regionale ministers bevoegd voor arbeid en tewerkstelling.

Ervaringsdeskundigen in armoede en sociale uitsluiting

Ervaringsdeskundigen zijn opgegroeid in armoede en hebben die individuele ervaring, via opleiding en vorming, verwerkt en verruimd naar een bredere armoede-ervaring. Met hun inzichten, ervaring en nieuw aangeleerde attitudes, vaardigheden en methoden kunnen zij als deskundigen worden ingezet als tolk, begeleider, adviesverlener, bemiddelaar,.....

De Interministeriële Conferentie Sociale Economie besliste op 26 mei 2004 een Stuurgroep ervaringsdeskundigen samen te stellen. Deze nog op te richten stuurgroep werd belast met de concrete uitwerking en opvolging van het project «ervaringsdeskundigen in federale overheidsdienst». Concreet houdt dit in dat de mogelijkheden zullen worden onderzocht om ervaringsdeskundigen tewerk te stellen binnen federale overheidsdiensten en federale overheidsbedrijven en in tweede instantie ook binnen andere overheden en de private sector voor zover ze dit wensen.

Het is de intentie van de staatssecretaris deze stuurgroep dringend samen te stellen zodat deze haar werkzaamheden kan aanvangen. Daarnaast zal de staatssecretaris ook, samen met haar collega van Maatschappelijke Integratie, de ministers en staatssecretarissen uit de federale regering aanschrijven met de vraag aan te geven waar en hoeveel ervaringsdeskundigen in hun respectievelijke FOD's en POD's in 2005 aan de slag zullen kunnen.

Ondertussen werden in het kader van dit project door de POD Maatschappelijke Integratie aan alle gediplomeerde ervaringsdeskundigen (een 40-tal) een oproep tot solliciteren toegestuurd. De selectie van twee

été sélectionnés et leur engagement est prévu pour le 1 novembre 2004.

Concernant l'engagement de médiateurs de terrain au sein de l'administration fédérale, la secrétaire d'État à l'Économie sociale travaillera en étroite collaboration avec le ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des Grandes Villes et de l'Égalité des Chances.

ŒUVRER EN FAVEUR DE LA COHÉSION SOCIALE

Parallèlement au fait qu'elle accorde une grande importance à la notion de (ré)insertion, l'économie sociale dispose de puissants instruments de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Dans ce vaste secteur que constitue l'économie sociale, les services de voisinage et de proximité représentent une pépinière d'initiatives et de services. Certains d'entre eux sont principalement orientés vers «les services collectifs aux personnes et aux familles» (les services de proximité), d'autres le sont davantage vers «les services collectifs dans les quartiers défavorisés» (les services de voisinage), tandis que beaucoup d'autres combinent ces deux volets. Les services de voisinage et de proximité vont à la rencontre de divers besoins dans différents domaines, comme l'environnement, le tourisme, les services aux personnes et les soins complémentaires à domicile, les services spécifiques d'accueil d'enfants, etc.

Dans tous les cas, ils réunissent ces trois conditions:

- L'offre d'opportunités d'emplois durables et à la mesure des travailleurs, par le développement de formes de travail spécifiques, matière dans laquelle ces services possèdent également une expertise notable.
- L'offre de services d'intérêt général de qualité aux personnes, aux familles, mais aussi au voisinage. Il s'agit là de besoins nouveaux ou déjà existants qui reçoivent actuellement une réponse insuffisante.
- Une approche participative selon laquelle tant les collaborateurs (travailleurs) que les utilisateurs (clients) et les autres acteurs concernés (pouvoirs locaux, acteurs sectoriels, etc.) sont impliqués dans le développement de ces services.

Les entreprises d'économie sociale occupent une place importante au sein de cette large offre de services de voisinage et de proximité. Ces entreprises créent des emplois sur mesure, et visent à combler des attentes et des besoins concrets, du point de vue indivi-

ervaringsdeskundigen is gebeurd en de aanwerving is voorzien voor 1 november 2004.

Met betrekking tot de tewerkstelling van ervaringsdeskundigen in armoede en sociale uitsluiting binnen de federale administratie zal de staatssecretaris voor Sociale Economie nauw samenwerken met haar collega bevoegd voor Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen.

WERKEN AAN SOCIALE COHESIE

Naast haar belang in het (her)inschakelingsverhaal beschikt de sociale economie over belangrijke instrumenten die worden ingezet in de strijd tegen armoede en sociale uitsluiting.

Binnen de brede sector van de sociale economie staan buurt- en nabijheidsdiensten voor een breed scala van initiatieven en diensten. Sommigen richten zich meer op «diensten aan personen en gezinnen» (de nabijheidsdiensten), anderen richten zich veeleer op «collectieve diensten en kansarme buurten» (de buurt-diensten). Velen zijn een mengvorm van beide. Buurt- en nabijheidsdiensten komen tegemoet aan noden binnen een veelvoud van domeinen zoals milieu, toerisme, diensten aan personen en aanvullende thuiszorg, specifieke diensten voor kinderopvang e.a.

Samen combineren zij echter telkens drie centrale voorwaarden:

- Het bieden van kansen op duurzame werkgelegenheid op maat van de werknemer, door het ontwikkelen van specifieke arbeidsvormen, waarvan de buurt- en nabijheidsdiensten ook expertisedragers zijn.
- Het aanbieden van kwalitatieve nutsdiensten aan personen, gezinnen, maar ook buurten. Het gaat om bestaande of nieuwe noden die vandaag onvoldoende invulling krijgen.
- Een participatieve aanpak met betrokkenheid bij de uitbouw van deze diensten, zowel van de medewerkers (werknemers), de gebruikers (klanten) als de relevante actoren (lokale besturen, sectorale actoren e.a.).

Binnen het grote gamma van buurt- en nabijheidsdiensten kunnen de sociale economiebedrijven een grote rol spelen. Deze ondernemingen creëren jobs op maat. Tegelijkertijd proberen ze in te spelen op heel reële noden en behoeften en op de lokale markten. Op

duel mais aussi et souvent collectif, sur les marchés économiques locaux, au niveau du quartier ou du voisinage. C'est ainsi qu'une offre complémentaire de services est réalisée sans concurrencer les services existants et en garantissant la qualité tant des services offerts que des lieux de travail. Une surveillance du niveau de qualité à long terme est garantie en accordant une attention suffisante aux processus d'apprentissage, à la participation, ainsi qu'aux droits et à la qualification des travailleurs.

L'enthousiasme, l'action créative et la solidarité dont font souvent preuve les services de voisinage et de proximité témoignent de leur efficacité et de leur niveau de plus-value sociale. Il est donc primordial que l'existence de ces services continue d'être garantie à l'avenir. La secrétaire d'État à l'Économie sociale veillera à assister les entités fédérées dans leur recherche de solutions structurelles garantissant la durabilité des projets et l'emploi dans ce secteur, et ce dans le respect des particularités de celui-ci. Dans le futur, il faudra prêter attention au suivi sur le plan régional de toute mesure adoptée sur le plan fédéral. À cette fin également, la secrétaire d'État insistera auprès des entités fédérées pour qu'elles ouvrent les critères de reconnaissance actuels aux services de voisinage et de proximité et qu'elles prennent de nouvelles dispositions réglementaires ou légales en la matière.

Dès que ces réglementations en matière d'agrégation auront été rendues effectives par les communautés et les régions, les services de proximités reconnus pourront automatiquement faire appel aux mesures fédérales d'insertion sociale à destination des groupes cibles (mesure SINE). Dans l'attente d'une réglementation régionale définitive en matière d'agrégation, une concertation a été menée avec la ministre de l'Emploi et les ministres régionaux compétents et une solution provisoire a été mise au point, solution consistant en l'octroi par la ministre de l'Emploi d'une agrégation temporaire à certains projets, grâce à laquelle ceux-ci ont eu accès aux mesures SINE.

Initié par l'ancien ministre de l'Économie sociale, le Fonds d'impulsion a rencontré un franc succès: plus de 140 demandes portant sur des projets nouveaux nous sont parvenues, ce qui, en soi, est déjà très significatif des besoins réels qui existent dans ce domaine. Dans l'avenir, les services de proximité réellement innovants bénéficieront également de possibilités et d'un soutien approfondis, dans le cadre des réglementations structurelles en matière d'agrégation. Le 1^{er} octobre dernier, 16 projets innovants ont pris leur essor grâce à des moyens en provenance du Fonds

individuelle, mais vaak ook op collectieve noden en behoeften op buurt- en wijkniveau. Zo wordt een bijkomende dienstverlening gerealiseerd die niet concurrentieel is met bestaande diensten, en waar de kwaliteit van zowel de dienstverlening als de arbeidsplaatsen gewaarborgd is. Een voldoende aandacht voor leerprocessen, participatie, inspraak en kwalificatie voor de werknemers waarborgt de kwaliteitsbewaking op langere termijn.

Het enthousiasme, de creatieve actie en de solidariteit die buurt- en nabijheidsdiensten vaak uitstralen wijst op de doelmatigheid ervan en toont hun sociale en maatschappelijke meerwaarde. Het is dan ook uitermate belangrijk dat de toekomst van de buurt- en nabijheidsdiensten niet op de helling komt te staan. De staatssecretaris bevoegd voor Sociale Economie zal de deelstaten bijstaan in hun zoektocht naar structurele oplossingen die de duurzaamheid van de projecten, werkzaam binnen de buurt- en nabijheidsdiensten, garanderen met respect voor de eigenheid ervan. Ook in de toekomst moet er voor gezorgd worden dat elke federale maatregel verzekerd is van een gewestelijke opvolging. De staatssecretaris zal er bij de deelstaten ook op aandringen hun bestaande erkenningscriteria open te stellen voor buurt- en nabijheidsdiensten of te zorgen voor nieuwe reglementaire en/of wettelijke bepalingen terzake.

Van zodra deze erkenningsregeling door het gewest of de gemeenschap effectief wordt, zullen de erkende BND automatisch een beroep kunnen doen op de federale sociale inschakelingsactivering voor kansengroepen (SINE). In afwachting van de definitieve regionale erkenningsregeling werd overleg gepleegd met de minister van Werk en met de bevoegde regionale ministers waardoor een voorlopige oplossing tot stand kwam via ondermeer een tijdelijke erkenning van een aantal projecten door de minister van Werk, waardoor deze toegang krijgen tot SINE.

Het Impulsfonds, in het leven geroepen door de vorige minister voor Sociale Economie, kende een groot succes. Meer dan 140 aanvragen voor nieuwe projecten bereikten ons, op zich al een belangrijke indicatie van de reële noodzaak aan dergelijke diensten. Ook in de toekomst verdienen echt innoverende buurt- en nabijheidsdiensten kansen en ondersteuning, rekening houdend met de bestaande structurele erkenningsregelingen. Op 1 oktober jl. startten 16 innoverende projecten met middelen vanuit het Impulsfonds. In deze eerste oproep werd het accent gelegd op zogenaamde

d'impulsion. Lors de cette première phase, l'accent a été mis sur les équipes d'intervention, qui sont des services de proximité actifs auprès des écoles et des sociétés de logement social et qui remplissent des missions qui ne sont plus effectuées en raison d'un manque de temps ou de personnel ou à cause du désintérêt manifesté par le secteur classique. Ces équipes d'intervention travaillent toujours dans l'optique d'encourager les partenariats, notamment entre les secteurs de la construction et de l'économie sociale, en vue de stimuler des parcours d'insertion optimaux.

D'autres priorités pourront être mises en avant dans le futur. C'est ainsi que le SPP Intégration sociale, dont fait partie l'administration de l'économie sociale, s'est engagé, dans le cadre du plan fédéral pour le développement durable, à travailler à la poursuite du développement de services de proximité qui rencontrent les besoins des personnes âgées tout en étant attentifs aux possibilités d'implication de ces personnes âgées en tant que collaborateurs au sein des services de proximité mêmes.

SOUTIEN À L'ENTREPRENARIAT SOCIAL

La secrétaire d'État souhaite insuffler une dynamique de professionnalisation durable au secteur. À l'entrepreneur d'économie sociale, il n'incombe pas uniquement de réaliser la finalité sociale de son entreprise : il doit également le faire de façon économiquement responsable, en mettant en avant, et la rentabilité, et la satisfaction des clients et des utilisateurs.

Par le passé, plusieurs initiatives ont déjà été mises en place pour soutenir les entrepreneurs actifs dans l'économie sociale dans leurs démarches de professionnalisation sans que ne soit perdue de vue la dimension sociale de l'entreprise. La première de ces initiatives consistait en des échanges entre les secteurs social et classique concernant les pratiques managériales dans une optique «win-win» pour les deux parties. Cette initiative, connue sous le nom de «*Management ES-Change*», fut suivie par d'autres portant sur le développement ou la poursuite du développement de la gestion (intégrale) de la qualité dans tous ses aspects au sein de l'économie sociale ou par d'autres encore portant sur l'incitation au démarrage d'un «processus d'audit social» dans les entreprises d'économie sociale.

«interventieteams». Dit zijn specifieke buurt- en nabijheidsdiensten die activiteiten ontplooiën in scholen en sociale huisvestingsmaatschappijen, die omwille van tijdsgebrek of personeelsgebrek niet meer vervuld worden, of waarvoor de reguliere sector geen interesse betoont. Het is tevens de bedoeling om via de interventieteams partnerships aan te moedigen, ondermeer tussen de bouwsector en de sociale economie, om een zo optimaal inschakelingstraject te stimuleren.

In de toekomst kunnen hier ook andere accenten worden gelegd. Zo heeft de programmatorische federale overheidsdienst maatschappelijke integratie, waar de administratie sociale economie deel van uitmaakt, zich in het federaal plan duurzame ontwikkeling geëngageerd te werken rond de verdere uitbouw van buurt- en nabijheidsdiensten, die beantwoorden aan de behoeften van ouderen, maar waar anderzijds ook wordt nagedacht op welke manier ouderen actief betrokken kunnen worden als medewerker in de buurt- en nabijheidsdiensten.

ONDERSTEUNING VAN HET SOCIAAL ONDERNEMERSCHAP

De staatssecretaris wil de professionalisering van de sector van de sociale economie blijvend impulsen geven. De ondernemer in de sociale economie heeft niet enkel de taak zijn maatschappelijke doelstelling te verwezenlijken, maar om dit ook op een economisch verantwoorde manier te doen, waarbij zowel de rentabiliteit als de tevredenheid van klanten en gebruikers vooropstaan.

In het verleden werden diverse initiatieven op touw gezet die de ondernemers uit de sociale economie ondersteunden op de weg naar professionalisering, zonder daarbij de maatschappelijke doelstelling van de onderneming uit het oog te verliezen. Een eerste initiatief was de uitwisseling van managementpraktijken tussen sociale en reguliere economie, waarbij een «win-win» situatie voor beide economische realiteiten werd beoogd. Dit stond gekend als het «*Management ES-change project*». Andere initiatieven waren de ontwikkeling en verspreiding van (integrale) kwaliteitszorg in al haar aspecten binnen de sociale economie, alsook het stimuleren van de opstart van een «*social auditproces*» bij sociale economieondernemingen.

Pour l'année 2005, nous souhaitons la poursuite de la professionnalisation du secteur et la consolidation des initiatives existantes, éventuellement d'une façon plus souple. De plus, nous voulons également rendre possibles une série de nouvelles priorités.

Tous les projets entrepris par le passé (*management ES-Change*, gestion de la qualité et audit social) seront réunis dans un «programme de soutien au management». Ce programme sera complété par la création d'échanges de pratiques managériales entre entreprises du Nord et entreprises du Sud, à la condition toutefois qu'un des partenaires au moins soit une entreprise ou initiative d'économie sociale. Il faudra aussi dégager de nouvelles pistes en ce qui concerne le recours aux nouvelles technologies ou l'introduction de logiciels libres en soutien à la gestion de l'entreprise dans le cadre du programme de soutien au management.

Les formules que proposera ce programme seront mises au point durant le premier semestre 2005. Elles devront permettre de renoncer au système des appels à projets afin que la professionnalisation du secteur bénéficie d'un soutien plus flexible dans la transparence et sur la base d'objectifs clairement définis. Dans tous les cas, il s'agira d'un soutien provenant des pouvoirs publics fédéraux (dans la limite des possibilités légales) et auquel il est attendu une grande implication des entreprises elles-mêmes.

Dans le cadre de l'accord de coopération relatif de l'économie sociale, pour la période 2005-2008, il sera réalisé, avec les pouvoirs régionaux, une harmonisation des diverses initiatives visant à la professionnalisation de l'économie sociale.

LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Tout comme les autres entreprises, les entreprises d'économie sociale ont des besoins en capitaux et en investissements. Pour cela, elles peuvent se tourner vers les bailleurs de fonds classiques mais aussi, et surtout, vers les financiers alternatifs.

Il est nécessaire de mettre au point une batterie de mesures spécifiques pour le financement de l'économie sociale. La création du Fonds de l'économie sociale et durable était une première étape en la matière et la création d'une «pricaf solidaire» devrait donner un nouveau souffle au mouvement d'adaptation des sources de financement pour l'économie sociale.

In 2005 willen we de ingeslagen weg van professionalisering verder zetten en de initiatieven uit het verleden bestendigen, zij het op een soepelere manier. Daarboven willen we ook een aantal nieuwe accenten mogelijk maken.

Alle projecten uit het verleden (*management ES-change*, kwaliteitszorgproject en het social auditproject) worden samengebracht in het «*management-ondersteuningsprogramma*». Dit zal tevens worden uitgebreid met de mogelijkheid om uitwisselingen van managementpraktijken tussen ondernemingen uit het Noorden en het Zuiden op touw te zetten. Voorwaarde is wel dat minstens één van de partners een sociale economieonderneming of –initiatief is. Ook de toepassing van nieuwe technologieën of de introductie van vrije software toepassingen als ondersteuning van het beheer van de onderneming moeten nieuwe pistes worden binnen het managementondersteuningsprogramma.

De modaliteiten van dit programma zullen in de eerste helft van 2005 worden uitgewerkt en moeten het mogelijk maken om het systeem van projectoproepen te verlaten, om zo op een meer flexibele manier de professionalisering van de sociale economie te ondersteunen, en dat op een transparante manier en op basis van duidelijk gedefinieerde doelstellingen. In elk geval zal het steeds gaan om een ondersteuning vanuit de federale overheid (binnen de wettelijke mogelijkheden), waarbij ook een belangrijke inbreng wordt verwacht van de onderneming zelf.

In het kader van het samenwerkingsakkoord sociale economie voor de periode 2005-2008 zal samen met de regionale overheden gestreefd worden naar een afstemming tussen de diverse initiatieven die de professionalisering van sociale economie vooropstellen.

DE FINANCIERING VAN DE SOCIALE ECONOMIE

Net als andere ondernemingen hebben sociale economieondernemingen nood aan voldoende kapitaal en investeringen. Zij kunnen hiervoor terecht bij de gekende kapitaalverstrekkeners en vooral ook bij de alternatieve financiers.

Een aantal specifieke maatregelen voor de financiering van de sociale economie zijn echter noodzakelijk. De oprichting van het Kringloofonds was hiertoe een eerste stap. Het in het leven roepen van een zogenaamde «solidaire privak» zou een nieuwe impuls kunnen geven aan een aangepaste financiering voor de sociale economie.

Le Fonds de l'économie sociale et durable

Lors de la création du Fonds de l'économie sociale et durable, un montant de 75 millions d'euros a été rassemblé et il sera affecté à l'économie sociale à concurrence d'au moins 70%. 30% maximum du capital seront investis dans des sociétés socialement responsables qui prennent, dans le cadre de l'économie classique, des initiatives dans les domaines sociaux, environnementaux et éthique. En juillet 2004, le Fonds est devenu opérationnel (notamment par la signature d'un contrat de gestion avec la secrétaire d'État au développement durable et à l'Économie sociale). Si, en 2004, c'était de façon hésitante que se déroulait l'allocation des moyens au sein de l'économie sociale, en 2005, le Fonds tournera à plein régime et une meilleure communication à son sujet et au sujet des possibilités qu'il offre devra y contribuer.

Le Fonds de l'économie sociale et durable a été créé en 2003 pour une durée de 5 ans. Afin d'en garantir la continuité et de garantir les sommes qu'il aura investies, on examinera la possibilité et l'opportunité de lancer un nouvel appel à l'échéance des cinq ans.

Une pricaf solidaire

Le Fonds de l'économie sociale et durable ne peut cependant pas être l'unique outil dont disposent les entreprises d'économie sociale pour se financer de façon suffisante. Le développement d'une «pricaf solidaire» est un aspect important de la question. Grâce à la création de cet instrument de financement spécifique à l'économie sociale, les particuliers peuvent s'impliquer financièrement dans le secteur et l'éventuel couplage de cet instrument à des incitants fiscaux doit augmenter l'attrait de l'investissement dans l'économie sociale.

La secrétaire d'État à l'économie sociale souhaite dès lors apporter son soutien total à la proposition de loi «modifiant la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, visant à créer une nouvelle catégorie de placements collectifs (OPC), dénommée Pricaf solidaire et portant des dispositions fiscales diverses», introduite à la Chambre des représentants par Madame Annemie Roppe et Messieurs Charles Picqué et Eric Massin, afin que cet outil puisse exister au plus vite.

Kringloofonds

Via de oprichting van een Kringloofonds werd 75 miljoen EUR samengebracht die voor niet minder dan 70% zal geïnvesteerd worden in de sociale economie. Maximaal 30% van het kapitaal zal geïnvesteerd worden in maatschappelijk verantwoorde ondernemingen die op sociaal, milieu- en ethisch vlak het voortouw nemen binnen de reguliere economie. In juli 2004 werd het Kringloofonds geoperationaliseerd (o.a. via een beheerscontract tussen het Fonds en de Staatssecretaris voor Duurzame Ontwikkeling en Sociale Economie). Daar waar de besteding van de middelen in de sociale economie in 2004 aarzelend op gang kwam, zal in 2005 het Kringloofonds ten volle actief zijn. Een versterkte communicatie rond het Kringloofonds en de mogelijkheden ervan zal hiertoe bijdragen.

Het Kringloofonds werd in mei 2003 opgericht en heeft een duurtijd van 5 jaar. Teneinde de continuïteit van het Fonds en van de door haar geïnvesteerde gelden te verzekeren zal onderzocht worden of het wenselijk alsook haalbaar is om tegen het einde van de duur van het Fonds een nieuwe oproep te lanceren.

Een solidaire privak

Het Kringloofonds mag echter niet het enige instrument zijn om voldoende kapitaal te verstrekken aan sociale economieondernemingen. De ontwikkeling van een «solidaire privak» is hiertoe een belangrijk instrument. Via de creatie van een specifiek financieel instrument voor de sociale economie kunnen particulieren participaties nemen in de sector. Een koppeling van dit instrument aan mogelijk fiscale stimulansen moet de aantrekkelijkheid van investeringen in de sociale economie verhogen.

De staatssecretaris voor Sociale Economie wil dan ook het wetsvoorstel «tot wijziging van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, met het oog op de oprichting van een nieuwe categorie van instellingen voor collectieve belegging, solidariteitsprivak genaamd, en houdende diverse bepalingen» dat in de Kamer van Volksvertegenwoordigers werd ingeleid door de heer Charles Picqué, mevrouw Annemie Roppe en de heer Eric Massin ten volle ondersteunen teneinde dit instrument zo snel mogelijk in het leven te roepen.

CADRES JURIDIQUES SPÉCIFIQUES

Une fiscalité qui tient compte des valeurs de l'économie sociale

La secrétaire d'État à l'économie sociale commanditera une recherche sur les diverses possibilités d'actionner des leviers fiscaux pour promouvoir les valeurs de l'économie sociale. Les incitants fiscaux peuvent se concevoir de différentes manières. Ainsi, ils peuvent être liés à certaines activités ou à certaines manières d'exercer ces activités ; dans ce modèle, ils sont accessibles à toutes les entreprises, quels que soient les secteurs dans lesquels elles opèrent. Une autre conception, qui n'exclut pas nécessairement la précédente, est de réserver le bénéfice d'avantages fiscaux à des entreprises d'économie sociale en raison de leur particularité et de la plus-value sociale et sociétale qu'elles génèrent.

D'autre part, il est également possible de combiner plusieurs critères d'octroi d'avantages fiscaux. Un des exemples les plus parlants en la matière est l'actuel taux de TVA réduit à 6% pour les entreprises d'économie sociale fournissant des biens et services spécifiques, un incitant fiscal mis en place par l'AR du 20 septembre 2000. Tant l'institution agréée que les biens et services en question doivent répondre à une série de conditions pour bénéficier de ce taux réduit. Cependant, l'application concrète de cet AR se révèle incertaine dans certains cas de figure. De plus, l'AR s'avère parfois inadapté aux évolutions qu'a subies le secteur de l'économie sociale sur le terrain. Il faudra donc également œuvrer à l'actualisation et à la clarification de l'arrêté et à la manière dont il est appliqué. À cette fin, une collaboration sera nécessaire avec le secrétaire d'État à la Modernisation des Finances et à la Lutte contre la Fraude fiscale.

La société à finalité sociale (SFS)

La société à finalité sociale a été créée en 1995. Ce statut a été créé à l'intention des sociétés commerciales poursuivant d'autres objectifs parallèlement à celui de la réalisation de bénéfices. Toutefois, la formule n'a pas recueilli le succès escompté. Le précédent ministre de l'Économie sociale a donc fait réaliser une étude portant sur les raisons de cet insuccès.

Il est d'ores et déjà établi que le statut a joui jusqu'ici d'une publicité insuffisante tant auprès du sec-

SPECIFIEKE JURIDISCHE KADERS

Een fiscaliteit die de waarden van de sociale economie in rekening brengt

De staatssecretaris voor Sociale Economie zal ook onderzoek verrichten naar mogelijke fiscale hefbomen die de waarden van de sociale economie kunnen stimuleren. Fiscale stimulansen kunnen op diverse manier worden opgevat. Zo kunnen fiscale stimulansen worden gegeven voor bepaalde activiteiten of voor de manier waarop deze worden uitgevoerd. Deze kunnen dan openstaan voor alle ondernemingen, ongeacht tot welke sector zij behoren. Een andere opvatting, die de voorgaande niet hoeft uit te sluiten, is het reserveren van een aantal fiscale stimulansen voor sociale economieondernemingen omwille van hun eigenheid en de maatschappelijke meerwaarde die bij hen vooropstaat.

Bovendien kan ook een combinatie van voorwaarden nodig zijn om toegang te krijgen tot bepaalde fiscale stimulansen. Eén van de belangrijke voorbeelden hiervan is de bestaande verlaging van het BTW-tarief naar 6% voor sociale economieondernemingen voor de leveringen van specifieke goederen en het verstrekken van specifieke diensten. Deze fiscale stimulans werd in het leven geroepen via het koninklijk besluit van 20 september 2000. Zowel de erkende instelling als de betrokken leveringen moeten aan een aantal voorwaarden voldoen teneinde dit verlaagde tarief te kunnen toepassen. De toepassing van het KB is evenwel in een aantal mogelijke situaties op het terrein onduidelijk. Bovendien is het KB niet altijd meer aangepast aan de gewijzigde realiteit van de sociale economiesector. Er zal dan ook gestreefd worden naar een actualisering en verduidelijking van het koninklijk besluit alsook van de toepassing ervan. Hiertoe zal onder meer worden samengewerkt met de staatssecretaris bevoegd voor de Modernisering van de Financien en de Strijd tegen de Fiscale Fraude.

Vennootschap met Sociaal Oogmerk (VSO)

De Vennootschap met Sociaal Oogmerk bestaat sedert 1995. Dit statuut was bestemd voor handelsvennootschappen die buiten het streven naar winst ook andere doelstellingen hadden. Het statuut kende echter niet het verhoopte succes. De vorige minister voor Sociale Economie liet daarom onderzoek verrichten naar de redenen voor het uitblijven van dit succes.

Het is in elk geval duidelijk dat het statuut tot op heden zowel bij de sector als bij het grote publiek te

teur que du public et qu'il manque d'attrait, notamment parce qu'il n'offre pas assez d'incitants et de mesures de soutien.

La secrétaire d'État à l'Économie sociale est d'avis que la SFS doit offrir un cadre adapté au développement d'initiatives d'économie sociale et offrir certains avantages. Il est possible de concevoir un organe central chargé d'assurer le suivi et la promotion des initiatives recourant à ce statut. Cet organe devrait fonctionner comme une structure d'appui s'occupant d'informer sur le statut d'entreprise à finalité sociale et d'en faire la promotion. Il s'occuperait ainsi de collecter les données statistiques et autres informations relatives au secteur et serait éventuellement responsable de l'homologation et du suivi qui seraient institués.

Les coopératives d'activités

Les coopératives d'activités sont un concept dont l'apparition en Belgique est assez récente. Par l'entremise des coopératives d'activités, des demandeurs d'emploi peuvent bénéficier de la possibilité de démarrer une activité indépendante. Un nombre considérable de personnes vivant d'une allocation de chômage ou du revenu d'intégration ont des idées intéressantes dans la perspective de créer eux-mêmes leur propre emploi. Mais souvent encore, dans les démarches nécessaires à leur établissement comme indépendant, elles sont confrontées à des obstacles qui, vu leur situation, rendent le pas d'autant plus difficile à franchir. Ces gens ont donc besoin d'un accompagnement intensif et d'un environnement sécurisant.

Actuellement, en Belgique, 5 coopératives d'activités fonctionnent et 3 sont en phase de création. Ces coopératives fonctionnent cependant dans un cadre juridique équivoque et non structurel. On cherchera donc à approfondir le dégagement de pistes nouvelles pour la mise sur pied de la reconnaissance en tant que «coopérative d'activités» et pour l'insertion dans la législation du statut d'entrepreneur salarié.

La secrétaire d'État à l'Économie sociale oeuvre en faveur de l'élargissement du concept à une coopérative par province, ce qui sera au centre des négociations dans le cadre du comité de concertation.

weinig gekend was. Het is onvoldoende aantrekkelijk, o.m. ook wegens een gebrek aan stimulansen en ondersteuning.

Voor de staatssecretaris voor Sociale Economie moet het statuut van VSO een gepast kader bieden voor de ontwikkeling van sociale economie-initiatieven en bepaalde voordelen bieden. Een centraal orgaan kan instaan voor de opvolging en de promotie ervan. Dit orgaan zou een steunpunt moeten zijn van waaruit informatie over het VSO-statuuut wordt verspreid, waarbinnen statistische gegevens en pertinente informatie worden verzameld en van waaruit een eventuele erkenning wordt verleend en de controle daarop wordt uitgevoerd.

Activiteitencoöperatieven

De activiteitencoöperatieve is een vrij nieuw concept dat in België de voorbije jaren ingang heeft gevonden. Via de activiteitencoöperatieve krijgen werkzoekenden de mogelijkheid om binnen een beschermde omgeving een zelfstandige activiteit uit te bouwen. Heel wat mensen die leven van een werkloosheidsuitkering of een leefloon hebben goede ideeën, waarmee ze als zelfstandige voor hun eigen tewerkstelling zouden kunnen instaan. Vaak zijn er echter nog drempels die het voor hen nog minder vanzelfsprekend maken de stap effectief te zetten. Zij hebben dan ook nood aan een intensieve begeleiding en aan een veilige omgeving.

Momenteel zijn in België 5 activiteitencoöperaties actief, en bevinden er zich 3 in oprichting. Zij functioneren echter binnen een kader dat juridisch onvoldoende eenduidig en structureel is. Er zal daarom verder onderzocht worden hoe er werk kan worden gemaakt van de organisatie van de erkenning als «activiteitencoöperatieve» en van de opname in de wetgeving van het statuut van ondernemer in loondienst.

De staatssecretaris voor Sociale Economie streeft naar een uitbreiding van het concept tot 1 per provincie. Dit zal voorwerp uitmaken van onderhandelingen binnen het overlegcomité.

VERS UNE PLUS GRANDE VISIBILITÉ POUR L'ÉCONOMIE SOCIALE

Améliorer la communication dans l'économie sociale

La visibilité de l'économie sociale est insuffisante. De plus, le grand public n'en a trop souvent qu'une image fragmentaire et très partielle. Encore trop souvent, l'économie sociale est identifiée exclusivement à la création d'emplois pour certains groupes défavorisés. Par conséquent, la secrétaire d'État à l'Économie sociale estime que des actions doivent être entreprises pour renforcer la visibilité du secteur sous toutes ses facettes et richesses. Il doit s'agir là d'actions de type structurel touchant un public aussi large que possible.

La secrétaire d'État à l'Économie sociale est d'avis qu'il faut procéder à l'état des lieux de tous les supports d'information déjà existants dans le domaine de l'économie sociale. Cet état des lieux devra s'intégrer dans une plus vaste réflexion sur la communication dans le secteur, dont la finalité devra être de parvenir – en étroite collaboration avec les organisations de l'économie sociale – à une meilleure définition du concept de communication dans le secteur. Cette stratégie devra mener à une communication orientée vers un public plus large et donc également vers les entreprises du secteur de l'économie classique. L'utilisation des moyens réduits dont dispose le secteur pour la communication doit être optimisée dans le sens d'un meilleur ciblage et d'une meilleure intégration. Ceci posé, une évaluation approfondie et urgente s'impose – entre autres – sur l'actuel magazine bilingue de l'économie sociale.

L'optique de la secrétaire d'État à l'Économie sociale est de parvenir, dans la représentation auprès du public, à un décloisonnement des aspects économie d'insertion, production de plus-value sociale et ajustement sur le plan social du modèle économique dominant. Les initiatives résolument fondées sur le décloisonnement seront encouragées. La communication du secteur doit véhiculer une image forte de l'économie sociale, c'est-à-dire l'image d'une économie se trouvant sur un pied d'égalité avec l'économie classique. À cette fin, il faudra organiser des actions de sensibilisation de façon planifiée et mûrement réfléchie. Dans cette même perspective, il faudra également chercher à dégager des pistes visant à élargir la participation du secteur de l'économie sociale à la Journée Découverte Entreprises.

NAAR EEN VERHOOGDE ZICHTBAARHEID VAN DE SOCIALE ECONOMIE

Stroomlijning van de communicatie inzake sociale economie

De sociale economie is onvoldoende zichtbaar. Bovendien is het beeld dat er van bestaat bij het grote publiek al te vaak fragmentarisch of zeer partieel. Nog te vaak wordt sociale economie gepercipieerd als zijnde loutere arbeidscreatie voor kansarmen. Het is dan ook de overtuiging van de staatssecretaris voor Sociale Economie dat acties moeten ontwikkeld worden die de sector meer zichtbaar maken, en dat in al zijn rijkdom en facetten. Die acties moeten structureel van aard zijn, en een zo groot mogelijk publiek bereiken.

De staatssecretaris voor Sociale Economie is van oordeel dat een status questionis dient te worden opgemaakt van alle reeds bestaande informatiedragers over en voor de sociale economie. Deze status questionis moet een onderdeel vormen van een ruimere studie omtrent de sectorcommunicatie. Finaliteit moet zijn om – in nauwe samenspraak met de organisaties van de sociale economie – te komen tot een betere stroomlijning van de communicatie inzake sociale economie. Een dergelijke strategie moet leiden tot communicatie gericht op een ruimer publiek, waaronder ook meer specifiek ondernemingen uit de reguliere economie. De schaarse sectormiddelen bestemd voor communicatie dienen daartoe meer gericht en geïntegreerd ingezet te worden. Vanuit deze optiek dringt zich onder meer een grondige en spoedige evaluatie op van het bestaande tweetalig tijdschrift over sociale economie.

De staatssecretaris voor Sociale Economie beoogt een ontschotting in de beeldvorming tussen inschakelingseconomie, het leveren van maatschappelijke meerwaarde en de maatschappelijke bijsturing van het heersende economisch model. Initiatieven die deze ontschotting in hun profiel duidelijk expliciteren, verdienen aanmoediging. Communicatie inzake sociale economie moet een sterk beeld naar voor brengen, met name dat van een sociale economie die op gelijke voet staat met de reguliere economie. Daartoe dienen onder meer weloverwogen en planmatig voorbereide sensibiliseringsacties opgezet te worden. In ditzelfde kader zal ook naar formules worden gezocht om de deelname aan de Open Bedrijvendag door de sector van de sociale economie te verruimen.

Ambassadeurs – Semaine de l'Économie sociale

Le projet «Ambassadeurs de l'Économie sociale» s'est avéré être une initiative promotionnelle réussie qui est appelée à se renouveler. À l'époque, le ministre de l'Économie sociale avait nommé cinq organisations 'ambassadeurs de l'économie sociale', avec la mission pour chacune d'entre elles d'assurer la promotion d'un des très nombreux thèmes animant l'économie sociale, à savoir les terrains d'action respectifs sur lesquels ces ambassadeurs se distinguaient. Parallèlement à cela, chaque ambassadeur était chargé de diffuser sa vision de l'économie sociale auprès du grand public. La notion «d'entreprendre autrement» occupait, parmi de nombreuses autres valeurs, une place centrale.

Le choix des ambassadeurs est communiqué officiellement au début de la Semaine de l'Économie sociale. En 2005, une Semaine de l'Économie sociale sera de nouveau organisée et de nouveaux ambassadeurs reprendront le flambeau de «Con Brio», «Crédal et Hefboom», «KLC Midden-West-Vlaanderen», «Terre» et «Eva».

Mettre en avant l'économie sociale dans l'enseignement

Avec les différents ministres communautaires compétents en matière d'enseignement, auront lieu des pourparlers sur l'introduction de l'économie sociale dans l'enseignement en tant que matière à part entière au niveau de l'enseignement secondaire et supérieur (y compris non universitaire).

Les initiatives de soutien académique et de recherche scientifique en matière d'économie sociale seront encouragés, en vue d'inciter le monde académique à s'intéresser au développement de nouveaux modèles économiques incorporant les échanges entre les logiques de productivité et de plus-value. Le développement de modèles comportant une double logique économique représente un pas en avant en direction d'un mariage de deux systèmes que l'on considère généralement comme antagonistes (l'économie sociale et l'économie régulière).

Dans le grand public, l'économie sociale apparaît souvent comme une inconnue, y compris chez les jeunes diplômés, qui constituent un public cible important. Éveiller leur intérêt pour ce secteur en pleine croissance est essentiel pour le lancement d'idées innovantes. L'organisation de journées d'information sur l'économie sociale, ainsi que la présence d'acteurs du

Ambassadeurs – Week van de Sociale Economie

Het project «Ambassadeurs van de Sociale Economie» is een geslaagd promotie-initiatief en is zonder twijfel voor herhaling vatbaar. Vijf organisaties of initiatieven uit de sector van de sociale economie werden door de toenmalige minister van Sociale Economie benoemd tot ambassadeur. Zij kregen de opdracht om één pijler binnen de veelheid aan thema's die de sociale economie rijk is, te promoten: met name het eigen actieterrein waarop elke ambassadeur zich onderscheidt. Daarnaast werd van elke ambassadeur ook verwacht dat die zijn visie op de sociale economie zou verspreiden bij het brede publiek. Centraal in die visie staat steeds een andere manier van ondernemen waarbij meerdere waarden in het spel zijn.

De bekendmaking van de ambassadeurs gebeurt bij de start van de Week van de Sociale Economie. Ook in 2005 zal opnieuw een Week van de Sociale Economie worden georganiseerd, en zullen nieuwe ambassadeurs de fakkels overnemen van Con Brio, Crédal en Hefboom, KLC Midden-West-Vlaanderen, Terre en Eva.

Aandacht voor sociale economie binnen het onderwijs

Met de verschillende Ministers bevoegd voor Onderwijs zal besproken worden om sociale economie als volwaardig item binnen het onderwijspakket van de economie op middelbaar - en niveau van het hoger onderwijs (al dan niet universitair) te integreren.

Academische ondersteuning van en wetenschappelijk onderzoek naar de sociale economie zullen aangemoedigd worden. Zo zal de academische wereld gestimuleerd worden in het ontwikkelen van economische modellen die de uitwisseling tussen de productiviteitslogica en de meerwaardelogica in kaart brengen. De ontwikkeling van modellen met een dubbele economische logica is een stap vooruit in het kruisbestuivingsproces tussen de sociale economie en de reguliere economie.

Sociale economie is vaak bij het grote publiek een onbekende. Zo ook bij jonge afgestudeerden die een belangrijk doelpubliek vormen. Het aanwakkeren van hun interesse voor de boeiende sector van de sociale economie is essentieel voor het lanceren van innovatieve ideeën. Het organiseren van informatiedagen omtrent sociale economie en een vertegenwoord

secteur lors des journées portes ouvertes dans les universités sont, quant à elles, susceptibles d'être d'une grande utilité dans cette perspective

L'Observatoire pour l'économie sociale

Le développement d'une politique de l'économie sociale efficace nécessite de pouvoir disposer de statistiques fiables. L'observatoire pour l'économie sociale sera chargé de compiler et de publier ces données. Ceci devra également permettre, entre autres possibilités, d'évaluer le degré de réalisation des objectifs fixés dans l'accord de coopération et l'importance relative du secteur sur un plan macro-économique ainsi que de décrire et de chiffrer sa situation de façon efficace et opérationnelle.

Les méthodologies développées lors de la précédente législature seront passées au crible et ajustées le cas échéant. Les décisions et accords visant à un échange et un recueil réguliers des informations seront pris en concertation avec toutes les parties prenantes (secteur de l'économie sociale, centres d'études universitaires, INS, BNB, etc.).

Un autre outil: Internet

Le site Web de la cellule économie sociale (www.socialeconomy.be) est un des principaux outils pour la diffusion d'informations sur la politique en matière d'économie sociale à l'adresse des publics cibles. Le site contient des informations très précises sur le sujet et sur la politique qui est menée. Il est également pourvu d'une banque de données qui reprend toutes les mesures de soutien prises en matière d'économie sociale.

Le site est actuellement en cours de restructuration et sa nouvelle version devrait être prête la mi-novembre de 2004.

Vu que ce site est un site hôte de celui du SPP Intégration sociale, il a été décidé d'introduire une demande commune pour l'obtention du label *Blindsurfer*.

diging vanuit de sociale economie op opencampus dagen kan hiertoe een waardevolle bijdrage leveren.

Observatorium

Voor de uitbouw van een goed beleid inzake sociale economie zijn er statistische, betrouwbare gegevens nodig. Het observatorium of meetpost van de sociale economie moet zorgen voor het aanleveren van die gegevens. Dit moet tevens toelaten om de vooropgestelde doelstellingen in het huidige en nieuwe samenwerkingsakkoord te evalueren, het macro-economisch belang van de sector van de sociale economie in te schatten, op een efficiënte en operationele manier de sector te kwalificeren en kwantificeren,...

De ontwikkelde methodologieën tijdens de vorige legislatuur zullen verfijnd worden en daar waar nodig bijgestuurd. Afspraken en akkoorden die regelmatige gegevensuitwisseling en gegevensverzameling van informatie mogelijk maken, zullen gemaakt moeten worden met alle stakeholders (sector van de sociale economie, universitaire centra, NIS, NBB,...).

Internet als hulpmiddel

De website van de cel sociale economie (www.socialeconomy.be) is één van de belangrijkste middelen om informatie omtrent het beleid van sociale economie naar het doelpubliek te communiceren. De website bevat heel wat specifieke informatie over de materie en het beleid inzake sociale economie. Eveneens is de website uitgerust met een databank die alle steunmaatregelen i.v.m. de sociale economie omvat. Voor de verdere actualisering van de databank zullen de nodige stappen gezet worden.

Momenteel ondergaat de website van de cel sociale economie een *restyling*. De publicatie ervan is voorzien omstreeks midden november 2004.

Als subsite van de site van de POD Maatschappelijke Integratie werd beslist om nog dit jaar een gezamenlijke aanvraag in te dienen voor het bekomen van het *Blindsurfer* label.

LE CARACTÈRE INTERNATIONAL DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

La dimension Nord-Sud

Il n'est pas spécialement évident d'envisager l'économie sociale dans un cadre Nord-Sud. Pourtant, il y a diverses convergences qui peuvent être enrichissantes et ce aussi bien pour une économie sociale et durable chez nous et dans le Sud.

Nous avons déjà cité plus haut dans cette note l'élargissement du programme Management ES-Change. L'objectif est l'échange de pratiques managériales entre le Nord et le Sud. La condition est qu'un des partenaires, du Nord ou du Sud, soit une entreprise d'économie sociale. Les initiatives d'échanges existantes entre des entreprises d'économie sociale belge et du Sud pourront être soutenues de manière plus approfondie et/ou élargie. Un accent particulier sera donné aux projets qui envisagent un transfert de connaissances du Sud vers le Nord. La secrétaire d'État à l'économie sociale entrera pour ce faire en dialogue avec les ONG de la coopération au développement et les autres initiatives existantes, ainsi qu'avec son collègue du gouvernement fédéral en charge de la coopération au développement.

Une dynamique européenne et internationale

Une des particularités frappantes de l'économie sociale réside dans ses diverses acceptations; variant selon les époques, les continents ou les régions. La pluralité des interprétations et, surtout, des initiatives à travers l'Europe et au niveau international, entraîne également un enrichissement supplémentaire pour le secteur et les thématiques.

A la lumière de cette énorme diversité, une attention particulière a été donnée, dans le cadre des présidences successives à l'Union européenne, à la thématique de l'économie sociale. La Belgique y a également apporté sa petite pierre puisque durant sa dernière présidence, deux conférences ont été organisées.

En marge des conférences européennes, ces conférences constituent l'occasion pour les administrations concernées de comparer les différentes pratiques et d'échanger leurs expériences institutionnelles en matière d'économie sociale. Afin de donner un caractère officiel à ces rencontres et de les doter de leur propre

HET INTERNATIONALE KARAKTER VAN DE SOCIALE ECONOMIE

De Noord-Zuid dimensie

Het is misschien niet zo gebruikelijk om sociale economie onmiddellijk in een Noord-Zuid kader te plaatsen. Toch zijn er verschillende raakvlakken die verrijkend kunnen zijn, zowel voor een duurzame en sociale economie bij ons als in het Zuiden.

Eerder in deze beleidsnota verwezen we naar een uitbreiding van het Management ES-change programma. Er wordt gestreefd naar een uitwisseling van managementspraktijken tussen het Noorden en het Zuiden. Voorwaarde is dat minstens één van de partners, de Noordelijke of de Zuidelijke, een sociale economieonderneming of – initiatief is. Reeds bestaande uitwisselingsinitiatieven tussen sociale economie-ondernemingen uit België en het Zuiden kunnen verder ondersteund worden en/of uitgebreid. Een bijkomende klemtoon zal worden gelegd op die projecten die zorgen voor een kennisoverdracht van het Zuiden naar het Noorden. De staatssecretaris voor Sociale Economie zal hierover in dialoog treden met de NGO's voor ontwikkelingssamenwerking en andere bestaande initiatieven, alsook met haar collega in de federale regering die bevoegd is voor Ontwikkelingssamenwerking.

Een Europese en internationale dynamiek

Opvallend bij de sociale economie zijn haar diverse betekenissen, die variëren in de tijd en volgens de continenten of de regio's. De veelheid aan interpretaties en vooral, aan initiatieven doorheen de Europese Unie of op internationaal gebied, zorgt voor een extra verrijking van de sector en de thematiek.

In het licht van die enorme verscheidenheid wordt, in het kader van de opeenvolgende Europese voorzitterschappen, regelmatig bijzondere aandacht gegeven aan het thema van de sociale economie. België heeft daar uiteraard zijn steentje toe bijgedragen door, tijdens zijn laatste voorzitterschap, twee conferenties te organiseren.

In de marge van de Europese conferenties zijn die evenementen voor de bevoegde administraties een gelegenheid de verschillende praktijken met elkaar te vergelijken en institutionele ervaringen uit te wisselen op het gebied van de sociale economie. Vanuit de wens deze ontmoetingen te officialiseren en ze een eigen

agenda au sein des conférences, il a été décidé de développer un réseau structuré des administrations en charge de l'économie sociale.

La Belgique continuera à l'avenir à jouer un rôle moteur dans ce domaine.

Un organe de concertation structurel sera envisagé où l'économie sociale pourra se concerter sur les impacts attendus des décisions européennes importantes et où une place sera laissée à l'harmonisation des mesures régionales, fédérales et européennes.

Au niveau international également on peut constater que les acteurs institutionnels aussi bien que les acteurs sectoriels s'organisent et échangent leurs expériences. Le prochain grand rendez-vous international en matière d'économie sociale aura lieu à Dakar en 2005.

LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES: UN DÉFI POUR LE FUTUR

LE GROUPE DE TRAVAIL RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES

Dans un monde qui n'arrête pas de se globaliser, en combinaison avec un retrait des pouvoirs publics, la demande de prise de responsabilité et de justification de la part de tous les acteurs mais aussi et surtout de la part des entreprises, se fait de plus en plus criante. Un nombre toujours plus important d'entreprises s'engagent à et essayent d'entreprendre de manière socialement/sociétalement responsable. Ces entreprises ont pris conscience du rôle qu'elles peuvent jouer dans la poursuite d'un développement durable. Les entreprises socialement responsables font intervenir, dans leur gestion d'entreprises, au côté des considérations économiques et financières, des considérations sociales et environnementales. Elles tiennent ainsi à l'œil la «triple bottom line» et la considèrent comme l'unique vision à long terme possible pour leur entreprise. De plus, elles souhaitent également entretenir le dialogue à ce sujet avec leurs travailleurs, actionnaires, fournisseurs, clients et consommateurs, voisins, autorités publiques et tous les autres stakeholders ou parties prenantes. La responsabilité sociale des entreprises constitue, pour les entreprises, mais aussi pour leurs *stakeholders* (en ce compris les pouvoirs publics), une opération «win-win».

officiële agenda te geven binnen de conferenties, werd overeengekomen een gestructureerd netwerk te ontwikkelen voor administraties die belast zijn met de sociale economie.

Het is in de toekomst aangewezen dat België zijn stuwende rol op dat gebied voortzet.

Er zal in een structureel overlegkader voorzien worden waar de sociale economie overleg kan plegen aangaande de verwachte impact van belangrijke Europese besluitvorming op hun sector en waar plaats is voor afstemming tussen Federale, regionale en Europese besluitvorming.

Ook op internationaal gebied zien we dat zowel institutionele als sectoriële marktspelers zich organiseren en ervaringen uitwisselen. De volgende grote internationale ontmoeting inzake sociale economie gaat door in Dakar in 2005.

MAATSCHAPPELIJK VERANTWOORD ONDERNEMEN: DE UITDAGING VOOR DE TOEKOMST

DE WERKGROEP MAATSCHAPPELIJK VERANTWOORD ONDERNEMEN

In een steeds verder globaliserende wereld, in combinatie met een terugtrekkende overheid, word de roep om het opnemen van verantwoordelijkheid en het afleggen van verantwoording van alle actoren, maar zeker ook van ondernemingen steeds luider. Een steeds groter aantal ondernemingen gaat hierop in en probeert op een maatschappelijk verantwoorde manier te gaan ondernemen. Deze ondernemingen zijn zich bewust geworden van de rol die ook zij kunnen spelen in het streven naar een duurzame ontwikkeling. Maatschappelijk verantwoorde ondernemingen laten in hun bedrijfsvoering naast financiële en economische overwegingen ook sociale en milieuoverwegingen meespelen. Zij hebben oog voor de zogenaamde «triple bottom line» en zien dit ook als de enig mogelijke lange termijnvisie voor hun onderneming. Bovendien willen ze hierover ook de dialoog aangaan met hun werknemers, hun aandeelhouders, hun leveranciers, hun klanten en consumenten, de omwonenden, de overheid en andere belanghebbenden of stakeholders. Maatschappelijk verantwoord ondernemen is voor ondernemingen, maar ook voor hun *stakeholders* waaronder de overheid, een «win-win» operatie.

La responsabilité sociale des entreprises est une acceptation très large qui rassemble différents aspects et qui peut être envisagée de diverses manières. Dans le Livre vert européen pour «Promouvoir un cadre européen pour la responsabilité sociale des entreprises» de juillet 2001, la Commission européenne distinguait les aspects internes des aspects externes de la responsabilité sociale des entreprises. Les aspects internes concernent le niveau direct de l'entreprise. La responsabilité sociale se concentre ainsi avant tout sur les travailleurs et s'attache à l'investissement en capital humain, à la santé et la sécurité au travail et à la réponse aux changements socio-économiques. La gestion des ressources naturelles qui sont utilisées pendant le processus de production tombe sous les aspects internes de l'entrepreneuriat durable. Les entreprises ne doivent pas uniquement prendre leurs responsabilités en interne mais aussi par rapport aux communautés locales, à leurs partenaires, fournisseurs et consommateurs, par rapport aux droits de l'homme en général, par rapport aux préoccupations environnementales transfrontalières : ce sont les aspects externes de la RSE. Sur la manière dont l'expression générique RSE est interprétée, il existe un consensus pour dire que la RSE ne signifie pas simplement de répondre aux réglementations légales mais qu'il s'agit également d'une manière proactive d'entreprendre qui va au-delà des obligations légales. Il s'agit de prendre ses responsabilités sur toutes sortes de terrains et de poursuivre un développement durable.

Les pouvoirs publics ont également un rôle à jouer. Ils ne doivent pas seulement jouer le rôle de facilitateur et de stimulant mais ils doivent aussi favoriser la qualité de la responsabilité sociale des entreprises et surtout prendre en compte des critères-RSE dans leur propre fonctionnement.

Il a été décidé au Conseil des ministres extraordinaires de Raversijde des 20 et 21 mars de mettre en œuvre une série d'initiatives concrètes afin de promouvoir la responsabilité sociale des entreprises. La création effective du groupe de travail tant attendu sur la responsabilité sociale des entreprises au sein de la Commission Interdépartementale Développement durable jouera un rôle primordial dans le développement de ces décisions.

En premier lieu, il a été reconnu le besoin qu'un cadre de référence commun pour la responsabilité sociale des entreprises soit développé. Le Conseil des

Maatschappelijk verantwoord ondernemen is een zeer ruim begrip die heel wat verschillende aspecten omvat en op diverse manieren kan worden ingevuld. In het Europees groenboek ter bevordering van een Europees kader voor de sociale verantwoordelijkheid van bedrijven van juli 2001 maakt de Europese Commissie een onderscheid tussen interne en externe ondernemingsaspecten van de maatschappelijke verantwoordelijkheid. De interne aspecten hebben te maken met het directe ondernemingsniveau. De maatschappelijk verantwoordelijkheid spitst zich hierbij vooral toe op de werknemers en heeft dan ook onder meer betrekking op het investeren in menselijk kapitaal, de gezondheid en veiligheid op het werk en het inspelen op socio-economische veranderingen. Ook het beheer van de natuurlijke hulpbronnen die tijdens het productieproces worden gebruikt vallen onder de interne aspecten van duurzaam ondernemen. Ondernemingen dienen echter niet enkel intern, maar ook ten aanzien van de plaatselijke gemeenschappen, t.a.v. hun zakenpartners, leveranciers en consumenten, t.a.v. mensenrechten in het algemeen en t.a.v. grensoverschrijdende milieubekommernissen hun verantwoordelijkheid op te nemen, dit zijn de zogenaamde externe aspecten van maatschappelijk verantwoord ondernemen. Hoe het containerbegrip maatschappelijk verantwoord ondernemen ook wordt ingevuld, er bestaat een consensus dat het niet gaat over het simpelweg beantwoorden aan de wettelijke regels, maar net gaat over een pro-actieve manier van ondernemen die verder gaat dan die wettelijke verplichtingen. Het gaat over het opnemen van de verantwoordelijkheid op allerlei vlakken in een streven naar een duurzame ontwikkeling.

Ook de overheid heeft hier een rol in te spelen. Niet alleen moet zij faciliterend en stimulerend optreden, ook moet zij de kwaliteit van maatschappelijk verantwoord ondernemen bevorderen alsook in haar eigen optreden criteria met betrekking tot maatschappelijk verantwoord ondernemen hanteren.

Op de bijzondere Ministerraad van Raversijde op 20-21 maart 2004 werd beslist om een aantal concrete initiatieven te ondernemen ter bevordering van het maatschappelijk verantwoord ondernemen. De effectieve oprichting van de langverwachte werkgroep maatschappelijk verantwoord ondernemen binnen de Interdepartementale Commissie Duurzame Ontwikkeling zal een belangrijke rol spelen in de verdere uitwerking van deze beslissingen.

In de eerste plaats werd de noodzaak erkend om een gemeenschappelijk referentiekader voor maatschappelijk verantwoord ondernemen te ontwikkelen.

ministres a également marqué son accord pour développer un cadre non-obligatoire pour le «rapportage» durable, basé sur la «*Global Reporting Initiative*». Enfin, il a été décidé de présenter aux secteurs un «programme de bien-être» auquel ils pourraient, sur base volontaire, souscrire afin de relever certains défis particuliers à leur secteur dans le domaine de la responsabilité sociale des entreprises.

Le Conseil des ministres a finalement chargé la Commission Interdépartementale Développement Durable d'étudier l'opportunité de réaliser une série de propositions en matière d'obligation de transparence pour les Fonds de pension et de prise en compte de critères RSE dans le cadre de soutien des aides publiques pour les investissements à l'étrangers.

Le groupe de travail RSE au sein de la Commission Interdépartementale Développement Durable doit devenir le Forum au sein duquel sont élaborées les nouvelles initiatives et actions de soutien à la responsabilité sociale des entreprises. À ce sujet, on recherchera toujours une harmonisation avec les actions contenues dans le Plan fédéral de Développement Durable. La secrétaire d'État au Développement durable et à l'Économie sociale mettra ainsi les thématiques suivantes à l'ordre du jour (en plus de celles qui ont été décidées au Conseil des ministres de Raverszijde):

- Poursuivre une politique de personnel socialement responsable basée sur la diversité. L'insertion de groupes cibles particuliers (chômeurs de longue durée, handicapés, anciens patients psychiatriques, ...) au sein de l'économie régulière, avec un accompagnement adéquat, constitue ici un point important. Une politique de personnel socialement responsable va aussi plus loin que l'insertion et implique que les entreprises portent de l'intérêt à des défis comme l'apprentissage tout au long de la vie, la santé et la sécurité au travail, des emplois de qualité, un meilleur équilibre entre travail, vie de famille et temps libre, la diversité sur les lieux du travail (hommes et femmes, autochtones et allochtones, peu scolarisés et très scolarisés, personnes moins valides, etc.), possibilités de développements personnels pour les employés, etc. ...
- Encourager la mise en place d'un processus pour une approche «parties-prenantes -*stakeholder*».
- Stimuler les produits ethico-financiers et favoriser leur qualité.
- Labellisation des produits et certifications des entreprises en matière de responsabilité sociale des entreprises.
- Favoriser la transparence dans le domaine social, éthique et environnemental dans le cadre de l'émission de prospectus des entreprises.

De Ministerraad verklaarde zich ook akkoord om een niet-verplicht kader voor duurzaamheidsverslaggeving, gebaseerd op het *Global Reporting Initiative*, te ontwikkelen. Tenslotte werd beslist om de sectoren een welzijnsmenu aan te bieden waar zij vrijwillig kunnen op intekenen om sectorspecifieke uitdagingen aan te gaan op het vlak van maatschappelijk verantwoord ondernemen.

Bovendien gelastte de Ministerraad de Interdepartementale Commissie Duurzame Ontwikkeling de wenselijkheid na te gaan en een aantal voorstellen te doen met betrekking tot Transparantieplichtingen voor beleggingsfondsen en het opnemen van criteria m.b.t. maatschappelijk verantwoord ondernemen in overheidssteun voor investeringen in het buitenland.

De werkgroep «maatschappelijk verantwoord ondernemen» binnen de Interdepartementale Commissie Duurzame Ontwikkeling moet het forum worden waarbinnen nieuwe initiatieven en acties tot ondersteuning van maatschappelijk verantwoord ondernemen worden uitgewerkt. Er zal daarbij steeds naar afstemming gezocht worden met andere acties vervat in het Federaal Plan voor Duurzame Ontwikkeling. De staatssecretaris voor Duurzame Ontwikkeling en Sociale Economie zal binnen de werkgroep onder meer onderstaande thema's op de agenda zetten (bovenop diegene die beslist werden op de Ministerraad van Raverszijde):

- Het voeren van een sociaal verantwoord personeelsbeleid gebaseerd op diversiteit. Het inschakelen van bijzondere doelgroepen (langdurig werklozen, gehandicapten, ex-psychiatrische patiënten, e.a.) in de reguliere economie, met aangepaste begeleiding, is hierin een belangrijk item. Een sociaal verantwoord personeelsbeleid gaat echter ook verder dan inschakeling en impliceert dat ondernemingen belang gaan hechten aan uitdagingen zoals levenslang leren, gezondheid en veiligheid op het werk, kwaliteitsvolle arbeid, een beter evenwicht tussen werk, gezinsleven en vrije tijd, diversiteit op de werkvloer (mannen en vrouwen, autochtonen en allochtonen, hoger en lager geschoolden, gehandicapten, e.a.), kansen op zelfontplooiing voor werknemers, enz...
- Het aanmoedigen van het opzetten van een procesmatige *stakeholders*benadering.
- Het stimuleren van ethisch-financiële producten en het bevorderen van de kwaliteit ervan.
- Labeling van producten en certificering van ondernemingen op vlak van maatschappelijk verantwoord ondernemen.
- Het bevorderen van de transparantie op sociaal, ethisch en milieuvlak in het kader van de prospectus-uitgifte van ondernemingen.

- Favoriser la communication à propos de la responsabilité sociale des entreprises.
- Stimuler les recherches scientifiques sur la responsabilité sociale des entreprises.
- Les codes de conduites des entreprises, basés sur les normes et modèles internationaux, qui peuvent également être d'application sur l'ensemble de la chaîne de production ou du cycle de vie d'un produit
- La prise en compte de critères environnementaux et sociaux dans les comptes nationaux, qui peut être envisagée par la constitution de quelques comptes satellites environnementaux et sociaux.
- La responsabilité sociale des entreprises dans une perspective Nord-Sud.
- L'implication des pouvoirs publics et le rôle d'exemple qu'ils peuvent jouer. Ceci peut avant tout se dérouler en prenant en compte, dans leur propre politique d'achat, des critères sociaux et éthiques en plus des critères économiques.

Les activités devraient être, à terme, inscrite au sein d'un plan d'action en matière de responsabilité sociale des entreprises. Les initiatives particulières et le plan d'actions global devront former un incitant pour le dialogue avec les différents *stakeholders*.

LE LABEL SOCIAL BELGE

Les entreprises qui mettent un produit sur le marché belge, peuvent, sur base volontaire, faire une demande pour un label social lorsque la production, et ce, tout au long de la chaîne de production des produits spécifiques, s'est déroulée en accord avec les normes de base de l'Organisation Internationale du Travail; ce sont, en d'autres termes, les 8 conventions de base. L'octroi du label est effectué par la secrétaire d'État à l'économie sociale, après avis contraignant d'un comité composé de divers *stakeholders*. Ce comité pour une production socialement responsable est impliqué aussi bien pour le développement, l'implémentation, l'octroi et le contrôle de ce label.

La Loi est opérationnelle depuis l'an dernier et les premiers labels ont d'ores et déjà été octroyés, bien qu'on ne peut encore parler de raz-de-marée. Afin de renforcer le label, une évaluation sera menée sur base des labels déjà octroyés et sur base des dossiers de demande. Cette étude doit vérifier dans quelle mesure la réglementation, le livre de bord, le référentiel et le fonctionnement du comité doivent être adaptés ou modifiés.

- Het bevorderen van de communicatie omtrent maatschappelijk verantwoord ondernemen.
- Het stimuleren van wetenschappelijk onderzoek op vlak van maatschappelijk verantwoord ondernemen.
- Gedragscodes van ondernemingen, gebaseerd op internationale normen en modellen, die ook doorheen de gehele productieketen of zelfs levenscyclus van kracht kunnen zijn.
- Opnemen van sociale en ecologische criteria in de nationale rekeningen, wat onder meer kan via het opzetten van een aantal sociale en ecologische satelliet-rekeningen.
- Maatschappelijk verantwoord ondernemen in Noord-Zuid-perspectief.
- Het eigen optreden en de voorbeeldfunctie die de overheid kan spelen. In de eerste plaats kan dit natuurlijk gebeuren door in het eigen aankoopbeleid naast economische criteria ook sociale en ethische criteria in rekening te brengen.

De werkzaamheden moeten op termijn uitmonden in een actieplan inzake maatschappelijk verantwoord ondernemen. De afzonderlijke initiatieven en uiteindelijk het globale actieplan moeten de aanzet vormen voor een dialoog met diverse *stakeholders*.

BELGISCH SOCIAAL LABEL

Ondernemingen die een product op de Belgische markt brengen kunnen op vrijwillige basis het sociaal label aanvragen wanneer de productie, en dit doorheen de volledige productieketen van de specifieke producten, is gebeurd in overeenstemming met de basisnormen van de Internationale Arbeidsorganisatie, dit zijn met andere woorden de 8 basisconventies. De toekenning van het label gebeurt door de staatssecretaris voor Sociale Economie, op bindend advies van een comité dat samengesteld is uit de diverse *stakeholders*. Dit comité voor sociaal verantwoorde productie is dus zowel betrokken bij de uitwerking, de invoering, toekenning en controle van het label.

De wet is sinds vorig jaar operationeel en de eerste labels werden reeds toegekend, hoewel er niet direct van een stormloop kan gesproken worden. Om het label te versterken zal dan ook op basis van de reeds verleende labels en de aanvraagdossiers een evaluatie uitgevoerd worden die moet nagaan in welke mate de wetgeving, het logboek, het referentieel, en de werking van het comité een aanpassing of wijziging behoeven.

De plus, une campagne de promotion active du label sera organisée auprès du grand public et des entreprises. Les budgets nécessaires à cet effet seront libérés. La mise à jour et la transformation du site Internet du label social (www.social-label.be) constitue à ce sujet un des multiples instruments.

Le label social ne doit, en aucun cas, devenir une fin en soi. Au niveau belge et européen, nous devons défendre l'idée d'une intégration des labels existants et le développement d'un label de durabilité. La secrétaire d'état à l'économie sociale entreprendra les étapes nécessaires afin de réunir la chambre de réflexion prévue dans le cadre de la loi pour la promotion d'une production socialement responsable et afin d'ouvrir la discussion à ce sujet sur la base de propositions concrètes.

UNE DYNAMIQUE EUROPÉENNE ET INTERNATIONALE

La responsabilité sociale des entreprises n'est pas un phénomène typiquement belge. Il y a de nombreuses activités aussi bien au niveau européen qu'international. Un grand nombre d'initiatives sont développées par des entreprises, des *stakeholders*, des pouvoirs publics ou par des collaborations entre différents groupes.

La Belgique doit aussi s'inscrire dans une dynamique européenne et internationale et doit avoir l'ambition de se placer dans le groupe de tête des pays où la responsabilité sociale des entreprises se développe. Là aussi, où elle le peut, la Belgique peut endosser le rôle de précurseur, comme elle l'a déjà fait avec l'introduction d'un label pour une production socialement responsable.

Bovendien zal het label actief worden gepromoot bij ondernemingen en het grote publiek. De nodige budgetten zullen hiertoe vrijgemaakt worden. De update en herwerking van de website van het sociaal label (www.social-label.be) is hierbij slechts 1 van de instrumenten.

Het sociaal label mag echter geen eindpunt zijn. Op Belgisch en Europees vlak moeten we ijveren voor de integratie van bestaande labels en de ontwikkeling van een duurzaamheidslabel. De staatssecretaris voor Sociale Economie zal de nodige stappen ondernemen om de bezinningskamer, die voorzien is in het kader van de wet ter bevordering van een sociaal verantwoorde productie, samen te roepen en de discussie hierover te openen op basis van concrete voorstellen.

EEN EUROPESE EN INTERNATIONALE DYNAMIEK

Maatschappelijk verantwoord ondernemen is geen Belgisch fenomeen. Zowel op Europees niveau als op internationaal niveau is er een enorme activiteit. Heel wat initiatieven werden ontwikkeld door ondernemingen, *stakeholders*, overheden of door samenwerking tussen verschillende groepen.

België moet zich dan ook inschakelen in de Europese en internationale dynamiek en de ambitie hebben zich in de kopgroep te plaatsen van landen waar maatschappelijk verantwoord ondernemen tot ontwikkeling komt. Daar waar mogelijk kan België ook de rol van voortrekker op zich nemen, zoals dit reeds gebeurde met de invoering van het Belgisch label voor sociaal verantwoorde productie.